

24-06-1997

COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 5 juin 1997

---

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président  
madame SOUGNE et messieurs MOORAT et LURQUIN,  
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président  
messieurs MEEUS, VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE,  
membres effectifs

Secrétaires:

monsieur VAN SANTEN, directeur  
d'administration - adjoint bilingue  
madame VERLAINE, conseiller

---

29.160/I/PF  
CV/DV

Par lettre du 26 mai 1997, le ministre de la Politique scientifique a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1995 portant fixation des cadres linguistiques des Etablissements scientifiques fédéraux relevant du ministre qui a les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles dans ses attributions.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné le projet d'arrêté royal en séance du 5 juin 1997 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*

\*

\*

2.

La modification des cadres linguistiques s'inscrit dans le contexte du transfert de l'Unité de Gestion du Modèle Mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut (U.G.M.M.), de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

Le projet d'arrêté royal fixant le cadre organique de l'U.G.M.M. dans le cadre organique de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique a reçu l'accord commun du ministre du budget et du ministre de la Fonction publique le 9 décembre 1996.

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées sur le projet d'arrêté soumis conformément à l'article 54, 2ième alinéa des L.L.C.

Le ministre propose de répartir de la façon suivante les 161 emplois permanents de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique auxquels s'ajoutent 10 des 15 emplois propres à l'U.G.M.M. (5 emplois étant affectés au service décentralisé d'Ostende), soit un total de 171 emplois.

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	F. bil.	N. bil.
1	6*	6*	1*	1*
3	18	18		
4	8	9		
5	3	3		
7	49	48		

\* un des 15 emplois du 1er degré prévu au cadre organique ne peut être attribué.

- emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis négatif sur la répartition proposée au cadre unilingue et au cadre bilingue du 1er degré: seulement 14 des 15 emplois prévus au cadre organique sont répartis.

L'article 43, § 3, prescrit une stricte parité à tous les degrés, (en l'occurrence le 1er degré étant donné qu'il n'est pas prévu de 2ième degré), que ce soit au cadre unilingue ou au cadre bilingue.

Tous les emplois prévus au cadre organique doivent être attribués aux cadres linguistiques.

Le ministre doit veiller à ce que le nombre d'emplois à répartir au 1er degré soit équivalent; il lui appartient d'adapter au préalable le cadre organique et de rendre pair le nombre d'emplois à ce degré, soit en créant de nouveaux emplois soit en supprimant des emplois existants.

La réservation d'emplois est contraire à la règle de l'égalité inscrite dans l'article 43, § 3, des L.L.C.

- emplois des degrés 3 à 7:

Compte tenu de la nature des activités de l'Institut royal des Sciences naturelles en général et de l'Unité de Gestion du Modèle Mathématique de la Mer du Nord en particulier, le ministre propose une répartition 50%N - 50%F.

Concernant l'U.G.M.M., cette répartition se justifie par un volume estimé quasi identique des affaires traitées en français et en néerlandais, dans la mesure où l'institution assure des prestations pour l'ensemble des départements et organismes fédéraux impliqués dans la protection du milieu marin. Il faut également noter la part importante des activités traitées par l'U.G.M.M. en anglais dans le cadre des obligations internationales de la Belgique en la matière.

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition 50/50 soit 78 emplois F. - 78 emplois N. proposée par le ministre pour les degrés 3 à 7.

En revanche, elle émet un avis négatif à la rétroactivité du projet d'arrêté royal soumis.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., aucune rétroactivité ne peut être accordée aux arrêtés de cadres linguistiques, sauf en cas d'application de mesure de programmation sociale et à condition qu'il n'y ait pas eu de nomination aux emplois nouvellement créés avant que la modification des cadres linguistiques soit entérinée par arrêté royal.

Le présent avis est notifié au ministre de la Politique scientifique qui conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 5 juin 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

TH. VAN SANTEN

C. VERLAINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS